

TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU BATIMENT PRINCIPAL DU CAMPUS AGRONOMIQUE DE VETAGRO SUP (CPER) Lempdes (63)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1 – Pouvoir adjudicateur

VetAgro Sup
1, Avenue Claude Bourgelat
69 280 Marcy l'Etoile
Téléphone : 33 (0)4.78.87.25.25

Représentant légal : Mireille Bossy, Directrice Générale de VetAgro Sup.

2 – Objet du marché

Réhabilitation du bâtiment principal du campus agronomique de VetAgro Sup, situé à Lempdes (63). Le marché comporte une prestation supplémentaire éventuelle que le candidat doit impérativement chiffrer et que le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ou non au moment de l'attribution du marché.

Les travaux s'effectuant en site occupé, ils doivent être mis en œuvre et planifiés avec le maître d'ouvrage de manière à occasionner le moins de nuisances possibles pour les usagers.

La présente opération est soumise à une clause sociale heures d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés (voir article 9.1. du C.C.A.P.).

Le présent marché fait l'objet d'un financement CPER.

3 – Lieu d'exécution

VetAgro Sup – Campus agronomique – 89 avenue de l'Europe 63 370 Lempdes

4 – Mode de passation et forme du marché

Marché de travaux, passé en procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du Code de la commande Publique.

Le présent marché est divisé en 10 lots, désignés ci-dessous :

Lot n°1 : bâtiments modulaires provisoires

Lot n°2 : désamiantage

Lot n°3 : déconstruction-fondations-gros œuvre-charpente métallique-façades

Lot n°4 : murs à ossature bois-bardage bois

Lot n°5 : menuiseries extérieures aluminium-occultations

Lot n°6 : menuiseries intérieures bois-agencement

Lot n°7 : cloisons-doublages-plafonds-peinture-nettoyage

Lot n°8 : sols durs-sols souples

Lot n°9: CVC-PB

Lot n°10: électricité CFO/CFa

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

5 – Durée du marché

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 24 mois, à dater de l'ordre de service, y compris le délai de préparation (5 semaines) et de repli du chantier. Le calendrier d'exécution, visé au C.C.A.P., fait partie du dossier de consultation des entreprises.

6 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours (cent vingt jours), à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

7 – Renseignements et visite

Renseignements techniques et administratifs : via la plate-forme de dématérialisation PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires, reçues en temps utile, au plus tard 8 (huit) jours avant la date de réception des offres, sont transmises aux opérateurs économiques au plus tard, 6 (six) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

La visite est obligatoire : deux dates possibles :

- vendredi 6 mars 2026, de 10h à 12h
- mardi 10 mars 2026, de 10h à 12h.

Rendez-vous à l'accueil du bâtiment principal. Une attestation de visite vous sera remise à l'issue, qui sera à joindre à votre offre.

Inscription préalable obligatoire auprès de marches@vetagro-sup.fr.

8 – Critères pondérés d'attribution du marché

L'appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse s'opère conformément aux dispositions des articles L2152-7 et 8 et R2151-6 à R2152-12 du Code de la Commande Publique, en fonction des critères pondérés suivants :

1 – Critère « Prix » - Performance financière	Points
Montant total des travaux (en €HT)	40
Pondération du critère « Prix »	40 points
2 – Critère « Technique » - Mémoire Technique	Points
2-1 – Planning et délais d'exécution : <ul style="list-style-type: none">- Planning d'exécution détaillé- Délai d'exécution- Mesures proposées pour fiabiliser et optimiser le respect des délais	15
2-2 – Performance des matériels utilisés : <ul style="list-style-type: none">- Fiches techniques des matériels installés- Respect du C.C.T.P- Surperformance par rapport aux prescriptions de base La notation tiendra compte notamment des performances, de la durabilité, de la facilité d'exploitation, de l'adaptabilité et de tout avantage concurrentiel.	5
2-3 - Moyens humains et matériels affectés à l'opération : <ul style="list-style-type: none">- Descriptif des moyens humains d'exécution et proximité géographique	5

<ul style="list-style-type: none"> - Descriptif des moyens humains pour l'encadrement - Descriptif des moyens matériels pour l'exécution des prestations <p>La notation tiendra compte de la qualité, la pertinence et de la cohérence des moyens avec l'objet des travaux.</p>	
<p>2-4 – Méthodologie d'exécution des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des contraintes du chantier (travail en milieu occupé, spécificités du site, etc.) - Descriptif du phasage du chantier et justificatifs (limitation des coupures, adaptation aux délais de livraison des gros matériels, etc.) 	15
<p>2-5 – Méthodologie de suivi et de pilotage du chantier</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préparation du chantier : dossier d'exécution, planning, etc. - Documents administratifs : DC4, plan de prévention, etc. - Suivi tout au long du chantier : réunions, traçabilité, etc. - Essais, préparation à la réception et levée des réserves - Facturation - Contrôle de la performance des matériels installés <p>La notation tiendra compte de la qualité, la pertinence et de la cohérence de la méthodologie avec l'objet des travaux.</p>	10
Pondération du critère « Technique »	50 points
3 – Critère « Environnemental » - Mémoire Technique	Points
<p>3-1 –Organisation et méthodologie proposée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre de la charte chantier vert - optimiser l'impact environnemental et le bilan carbone des travaux 	10
Pondération du critère « Environnemental »	10 points

1/ Valeur technique :

L'évaluation est appréciée de la manière suivante :

Appréciation	Critère technique avec notion de cohérence	Pourcentage des points attribués
Non satisfaisant	Absence d'élément et incohérence du chiffrage	0%
Très peu satisfaisant	Le chiffrage est globalement non cohérent, les justificatifs ne sont pas suffisants ou sont erronés	20%
Peu satisfaisant	Des incohérences sont soulevées, les justificatifs ne sont pas suffisants ou sont erronés	40%
Assez satisfaisant	Quelques incohérences sont soulevées, les justificatifs ne sont pas suffisants voire parfois erronés	60%
Satisfaisant	Le chiffrage est relativement cohérent avec la majorité des justificatifs à l'appui, certains détails manquent à l'appel	80%
Très satisfaisant	Le chiffrage est cohérent, tous les justificatifs sont présents	100%

2/ Prix des prestations :

Le montant par entreprise, calculé selon les modalités ci-dessus, sera noté sur 40. La meilleure offre obtiendra la note de 40.

Il sera appliqué aux autres offres la formule suivante :

$40 \times \frac{PM}{P} = N$
dans laquelle : 40 est la note maximale
P PM est le montant de l'offre de prix la moins disante

P est le montant de l'offre considérée
N est la note obtenue avant pondération.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée. Lors de l'examen des offres, il sera possible de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix.

Les offres non conformes seront éliminées.

9–Négociations

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, VetAgro Sup engagera des négociations avec les candidats les mieux classés à l'issue de la première analyse des offres. Il se réserve néanmoins le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans le cas où VetAgro Sup choisit d'engager des négociations, ses formes et ses conditions seront les mêmes pour l'ensemble des candidats invités à négocier. Les négociations pourront porter sur les conditions techniques et financières de l'offre. A l'issue de la négociation, les candidats remettront au pouvoir adjudicateur, par écrit une proposition complémentaire prenant acte des points ainsi négociés.

10- Contenu et modalités de retrait du Dossier de la Consultation des Entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents contractuels suivants remis au candidat :

PIECES ADMINISTRATIVES

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le Règlement de consultation ;

PIECES TECHNIQUES

Voir sommaire DCE

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021), C.C.A.G.-Travaux, bien que non joint à la consultation, fait partie des documents contractuels (disponible à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>).

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, la personne publique met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>). Celui-ci peut également être adressé par mail sur simple demande auprès de la cellule marchés (marches@vetagro-sup.fr).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

11 – Modalités de remise des candidatures et offres

La candidature et l'offre sont remises avant le **vendredi 20 mars 2026, à 12h00**, par dépôt sur la plateforme de dématérialisation des Achats de l'Etat (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

La signature électronique n'est pas requise.

Le candidat peut adresser une copie de sauvegarde de son offre, impérativement avant la date limite indiquée ci-dessus, à l'adresse : VetAgro Sup AEF – Cellule Marchés 89 avenue de l'Europe 63370 Lempdes CS 82212 dans une enveloppe unique portant en mention : les noms et coordonnées de l'entreprise et « Ne pas ouvrir - Marché n°2026-PA06– copie de sauvegarde ». Elle peut être adressée sous format papier ou numérique sur support physique (clé USB, CD) ou par voie électronique au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique.

« Arrêté du 27 juillet 2018 : Article 2 II. - La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres. »

Quelle que soit la modalité de remise de son pli, le candidat devra déposer l'ensemble des pièces listées à l'article 12.

12–Contenu de la candidature et de l'offre

Elle comprend les pièces énumérées ci-dessous :

1/ CANDIDATURE

Les candidats peuvent présenter leur candidature notamment en utilisant les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés (formulaire téléchargeables à l'adresse : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ou le e-DUME.

La candidature est composée des pièces visées à l'article R2143-3 :

- Déclaration sur l'honneur selon laquelle le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co-traitants ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
- Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- Aptitude à exercer l'activité professionnelle et présentation des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat : **certificats de qualification professionnelles**

Niveau de qualification obligatoires :

lot n°1 bâtiments modulaires provisoires

- EFF 2
- Références équivalentes

lot n°2 désamiantage

- EFF 2
- Les entreprises ainsi que leurs sous-traitants devront avoir la certification sous-section 3 et être titulaires de :
 - la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante suivant l'arrêté du 23 février 2012
 - Ou la certification amiante QUALIBAT 1552, selon le code du travail ou selon les normes et chartes européennes
 - Ou bien la certification AFAQ-ASCERT INTERNATIONAL en adéquation avec le décret du 4 mai 2012

lot n°3 Déconstruction - fondations - gros œuvre - charpente métallique – façades

- EFF 2
- 1111 - Démolition - Déconstruction (Technicité courante)
- 1231 - Micropieux
- 2112 - Maçonnerie et béton armé courant (Technicité confirmée)
- Références équivalentes pour les autres corps d'état

lot n°4 Murs à ossature bois - Bardage bois

- EFF 2
- 2351 - Fourniture et pose de bâtiments à ossature bois (technicité courante)
- 3813 - Parois en bardages complexes (technicité supérieure)

lot n°5 Menuiseries extérieures aluminium – Occultations

- EFF 2
- 3512 - Fourniture et pose de menuiseries extérieures dans tout type de bâtiment

lot n°6 Menuiseries intérieures bois – Agencement

- EFF 2
- 4312 - Fourniture et pose de menuiserie intérieure en bois

lot n°7 Cloisons - doublages - plafonds - peinture nettoyage

- EFF 2
- 4131 - Plaques de plâtre (Technicité courante)
- 6611 - Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (Technicité courante)

lot n°8 Sols durs - sols souples

- EFF 2
- 6311 - Carrelages, revêtements (Technicité courante)
- 6222 - Revêtements résilients PVC (Technicité confirmée)

Lot n°9 CVC-PB

- EFF 2
- RGE / Qualification : Qualibat 5112 / 5232 / 5252 / 5312 / 5511

Lot n°10 Electricité CFO/CFa

- EFF 2
- RGE / Qualification : SSI APSAD R7 – Courant fort Qualifelec MGTI RE/0012 – Courant faible CFMGTI RE/0019

Le pouvoir adjudicateur acceptera tout moyen de preuve équivalent, notamment certificats équivalents délivrés par des organismes indépendants répondant aux normes européennes.

- Déclaration du chiffre d'affaires réalisé globalement et dans le domaine d'activité sur les trois dernières années ;
- Effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Liste des outillages et équipements ;
- Liste des travaux effectués au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants ;

Le candidat doit obligatoirement préciser si la candidature émane d'une entreprise qui se présente seule ou si elle émane d'entreprises groupées. Dans ce dernier cas, chaque membre du groupement doit produire les documents listés ci-dessus pour attester de la qualité du candidat à remettre son offre.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Il pourra être demandé aux entreprises dont les éléments relatifs à la candidature sont incomplets de fournir les justificatifs manquants dans un délai identique pour tous les candidats.

Pièces de l'offre :

La fourniture de l'acte d'engagement n'est plus obligatoire à ce stade de la procédure (voir article 13)

- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), en format excel **et** PDF ;

La DPGF est à compléter par l'entreprise sans modification. Il est demandé aux entreprises de répondre sur le document fourni à la consultation. Tout DPGF incomplet entraînera le rejet de l'offre: chaque ligne du DPGF devra être renseignée par un montant. Le chiffrage de la P.S.E. est obligatoire.

Les variantes à l'initiative du candidat sont interdites.

- Le mémoire technique permettant l'appréciation des sous-critères de la valeur technique, y compris fiches techniques;
- L'attestation de visite dûment signée par le représentant de VetAgro Sup ;
- Tout document que le candidat juge opportun de fournir pour faire valoir son offre et permettre son analyse au vu des critères énoncés au présent règlement de la consultation.

Les propositions doivent être rédigées en langue française. Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

13– Candidat retenu : procédure à suivre et documents à fournir

L'entreprise retenue ne sera définitivement attributaire du marché qu'après production des déclarations et certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents (sauf dans le cas où ces documents ont pu être récupérés par VetAgro Sup dans le cadre par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations), ainsi que les attestations d'assurance responsabilité civile et décennale et la liste nominative des travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail, dans un délai de cinq jours à compter de la réception de la demande de VetAgro Sup. Si le candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les pièces demandées ou si des écarts ont été constatés entre l'offre remise initialement et l'offre signée, le marché sera attribué au candidat classé immédiatement après. L'acheteur formalise alors le marché par la signature de l'acte d'engagement (formulaire ATTRI1), selon la procédure ci-dessous :

Afin de simplifier le dépôt des offres, il n'est plus obligatoire que le candidat, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, signe l'offre qu'il présente.

Le formulaire ATTRI1 (acte d'engagement) ne sera ainsi exigé qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché.

A cet effet, il appartient à l'acheteur d'en remplir les rubriques avant de l'adresser, non revêtu de sa signature, au candidat ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché.

Celui-ci remplit alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par l'acheteur, le signe et le retourne à ce dernier.

Si le candidat se présente seul, le formulaire ATTRI1 doit être signé par le candidat individuel. En cas de groupement, il peut soit être signé par tous les membres du groupement en l'absence de mandataire habilité à signer l'offre du groupement, soit par le mandataire qui a reçu mandat pour signer l'offre du groupement, et qui produit alors en annexe du formulaire ATTRI1 les pouvoirs émanant des autres membres du groupement. Sous réserve des contrôles et visa devant intervenir préalablement, l'acheteur signe l'acte d'engagement, concluant ainsi le contrat, et le notifie au titulaire. Le marché public prend effet à la date de réception de la notification par le titulaire.

Pour plus d'informations, voir <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>.

14 – Modalités de recours

Conformément à la réglementation en vigueur, les candidats évincés peuvent exercer les recours suivants :

- un référé précontractuel avant la conclusion du contrat ;
- un référé contractuel, après la conclusion du contrat dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou après la conclusion du contrat, dans un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat ;
- un recours en contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la date de signature du contrat.